

Madagascar doit mettre fin aux massacres et enquêter sur les forces de sécurité

Amnesty International - Communiqué de presse - 20/11/12

Il faut maîtriser les forces de sécurité malgaches, qui se livrent à des actes de violence aveugle dans le sud du pays, a déclaré Amnesty International, à la suite d'exécutions de masse de civils pour des vols de bétail et de l'inaction des autorités, qui se sont abstenues de protéger des centaines de personnes de véritables massacres.

Certaines sources officielles ont affirmé que l' *Opération Tandroka* , lancée en septembre, s'est pour l'instant soldée par l'homicide de 40 voleurs de bétail (*dahalos*) et l'arrestation de 76 autres dans la région de l'Anosy (sud du pays). Des bandes de voleurs de bétail auraient tué 14 membres des forces de sécurité nationales plus tôt cette année.

Des témoins ont cependant signalé à Amnesty International que des personnes âgées, des handicapés moteurs, des enfants et d'autres personnes se trouvant dans l'incapacité de fuir leur domicile ont été brûlés vifs quand les forces de sécurité ont incendié des villages sans aucun discernement dans le cadre de cette opération militaire.

« Nous entendons parler de personnes et de populations sanctionnées et persécutées dans le sud. Ces mauvais traitements pourraient constituer des atteintes aux droits humains d'une ampleur choquante », a indiqué Christian Mukosa, chercheur au sein du programme Afrique d'Amnesty International, qui vient à peine de rentrer de Madagascar.

« Le gouvernement doit maîtriser ses forces de sécurité et diligenter une enquête indépendante sur ces allégations. »

Selon des témoins, lors d'une des nombreuses descentes effectuées dans des villages en septembre, des membres des forces de sécurité ont brûlé 95 maisons dans la commune d'Elonty, et tué au moins 11 personnes dont une fillette âgée de six ans.

Des récoltes ont été réduites à néant et au moins une école a été rasée pendant ces attaques. Des représentants des autorités ont affirmé que seules des exploitations pratiquant la culture du cannabis ont été détruites par les forces publiques.

Par ailleurs, d'après les informations recueillies par Amnesty International, les forces de sécurité ont exécuté des suspects de manière extrajudiciaire lors de ces descentes, notamment une personne souffrant de handicaps physiques dans le village de Numbi, en septembre, et les parents et l'épouse d'un suspect bien connu dans la commune de Mahaly, en octobre.

Parmi les unités impliquées dans ces exécutions extrajudiciaires présumées figurent les forces d'intervention spéciales.

Au moins 250 autres personnes ont été tuées cette année aux alentours de la ville de Fort-Dauphin (sud du pays), dans le cadre de ce que les autorités décrivent comme des affrontements entre villages déclenchés par des vols de bétail. Amnesty International craint que ce chiffre ne soit bien en-deçà de la réalité.

Au moins deux témoins ont expliqué à Amnesty International que les autorités avaient été informées de l'imminence d'une attaque contre un village par des personnes vivant à proximité ; les autorités n'ont rien fait, et au moins 86 personnes ont été tuées à coups de machette.

« Les responsables présumés de ces violations massives, parmi lesquels des membres hauts gradés des forces de sécurité, doivent être traduits en justice », a expliqué Christian Mukosa. « Le gouvernement doit demander à la communauté internationale, en particulier aux Nations unies, d'aider à mener une enquête véritablement indépendante. »

Les violences de ces derniers mois font craindre le pire pour la sécurité des civils de la région à l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour mai 2013.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566.

Courriel : press@amnesty.org

Twitter : [@amnestypress](https://twitter.com/amnestypress)

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.